



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 4 – 23 avril 2021



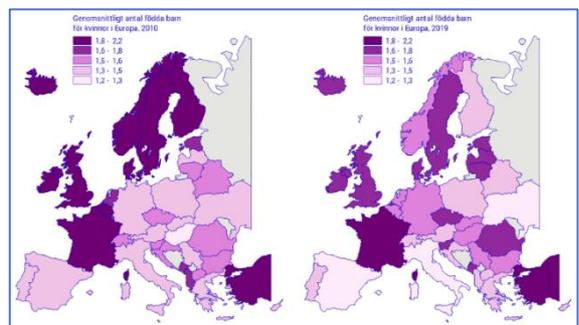
Pays nordiques

	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de contaminations	5 289 526	900 138	242 633	107 510	84 131	6 286
Taux de contamination (pour 100 000 habitants)	7 893,30	8798,83	4 179,65	2 017,75	1 524,69	1 760,78
Nombre de décès	100 733	13 788	2 455	708	887	29
Taux de décès (pour 100 000 habitants)	150,3	134,8	42,3	13,3	16,1	8,1
Nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin	12 560 000	1 667 542	1 073 132	1 061 742	1 317 331	70 000
Part de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin (%)	18,7%	16,3%	18,5%	19,9%	23,9%	19,6%

Chiffres du 19 avril 2021 - Sources : Eurostat, Worldometers, Agences nationales de Santé

Les pays nordiques ont enregistré une baisse de leur taux de fécondité au cours de la dernière décennie

selon l'Institut suédois de statistiques (SCB). La zone affichait pourtant des taux de fécondité parmi les plus élevés d'Europe en 2010 (notamment grâce à des politiques familiales avantageuses). C'est en Finlande et en Norvège que la baisse a été la plus forte : -28% en Finlande (de 1,87 en 2010 à 1,35 enfant par femme en 2019) et -22% en Norvège (de 1,95 à 1,53 enfant par femme). En Suède, le taux de fécondité a baissé de 16% (de 1,98 à 1,71) mais le pays affiche tout de même le 4^{ème} taux le plus élevé d'Europe, derrière la France, la Roumanie et l'Islande. Malgré une baisse de 21% entre 2010 et 2019, l'Islande conserve un taux de fécondité élevé (1,74 enfant par femme en 2019, 2,20 en 2010). Le Danemark enregistre la baisse la plus modérée, à -9%, et affiche un taux similaire à la Suède et l'Islande (1,70 enfant par femme). La France fait figure de bon élève : en 2019, le taux de fécondité français est de 1,86 enfant par femme, soit un niveau record en Europe.



Danemark

Un déficit public beaucoup moins important que prévu pour 2020. Alors que les premières estimations du ministère des Finances au printemps 2020 annonçaient un déficit de 160 Mds DKK (21,5 Mds€), estimation ensuite réévaluée à 80,6 Mds DKK (10,8 Mds€) en décembre 2020, le déficit n'atteindrait finalement que 26,7 Mds DKK (3,6 Mds€, soit 1,2% du PIB, contre un excédent public de 3,7% en 2019). Selon l'économiste en chef de la Danske Bank, plusieurs raisons expliquent ce scénario moins sombre que prévu. D'une part, la crise en elle-même n'a pas été aussi difficile qu'anticipé et les montants alloués aux programmes d'aide n'ont pas été utilisés dans leur intégralité (en particulier, le régime de prise en charge des coûts fixes). D'autre part, la taxe sur les rendements de l'épargne retraite des danois a plus que doublé en 2020, et le versement de 17,8 Mds DKK (2,39 Mds€ avant impôts) des congés gelés de vacances a permis de soutenir la consommation privée.

Une activité industrielle en hausse. L'indice des directeurs d'achats danois (PMI – Purchasing managers index), composite de l'activité manufacturière, montre une forte progression au mois de mars 2021, atteignant 65,4 points (contre 40,1 en janvier). C'est la première fois depuis octobre 2020 que la mesure dépasse le point neutre de 50,0 points. En particulier, les sous-indices des nouvelles commandes, de la production et de l'emploi ont augmenté, dépassant les 50 points.

Le Danemark devrait recevoir 11,5 Mds DKK (1,55 Md€) du Fonds de relance européen. Cet argent sera notamment alloué à des mesures de relance déjà présentées par le ministre des Finances, Nicolai Wammen, dans la loi de Finances 2021. Ces fonds serviront entre autres à financer la réforme de la fiscalité verte, conclue en décembre 2020, ou encore l'élimination progressive des chaudières à fioul et au gaz, des subventions pour

l'amélioration des logements verts, un fonds pour la numérisation, un pool pour les transports verts, etc. Le 30 avril 2021, le gouvernement danois enverra son plan national de relance et de résilience à la Commission européenne, une étape indispensable pour le décaissement des fonds.

Le secteur financier se met progressivement au vert, selon un rapport de l'organisation professionnelle Finans Danmark. 8 banques danoises sur 10 mettraient actuellement en œuvre au moins l'une des 20 recommandations vertes présentées par un comité d'experts, de professeurs et d'ONG il y a un an. Par exemple, pour le secteur de l'automobile, les banques sont de plus en plus nombreuses à lancer des offres avantageuses sur les prêts pour les voitures électriques ou hybrides, ou encore des campagnes pour accroître les rénovations énergétiques. Les clients des banques s'engagent aussi, puisque 7 banques sur 10 déclarent connaître une demande croissante de produits verts. Selon le même rapport, les banques ont augmenté les prêts pour les activités durables de 400 Mds DKK (53,8 Mds€) à 460 Mds DKK (61,9 Mds€) en 2020, pour un portefeuille total de prêts d'environ 4 500 Mds DKK (605 Mds€).

Alstom remporte l'appel d'offres pour fournir 150 trains régionaux électriques à DSB. Alstom vient de remporter l'appel d'offres international de l'opérateur ferroviaire danois Danske Statsbaner (DSB) pour la livraison et la maintenance de 150 trains régionaux électriques, pour un montant total de près de 3 Mds€. Principalement en concurrence avec les groupes Siemens et Stadler, Alstom va accompagner DSB dans la conversion de ses trains diesel en trains électriques au Danemark, ainsi qu'assurer leur maintenance jusqu'en 2031. Cette commande est, à ce jour, le plus gros investissement de l'histoire de l'opérateur public danois.

Finlande

Énergies renouvelables. La consommation d'énergie renouvelable (40%) a dépassé pour la première fois les combustibles fossiles et la tourbe (37%) en 2020. La source d'énergie unique la plus utilisée était les combustibles à base de bois, qui représentaient 28% de la consommation totale d'énergie. La consommation d'énergie hydroélectrique et éolienne (un peu plus de 6% de la consommation totale) a augmenté d'environ 30% par rapport à 2019. La consommation de la tourbe et du charbon a le plus diminué en termes relatifs, de 25% chacun par rapport à 2019.

Ecosystème batteries électriques. Le groupe finlandais de minerai Suomen Malmijalostus et la société chimique britannique Johnson Matthey construiront une usine de matériaux cathodiques à Vaasa d'ici 2024. Johnson Matthey a également conclu des contrats pour la fourniture à long terme de nickel et cobalt avec Nornickel, qui vient d'annoncer un gros investissement pour presque doubler sa production de nickel à Harjavalta des 65 000 tonnes actuelles à plus de 100 000 tonnes. Fortum, BASF et Nornickel collaborent depuis mars 2020 pour développer l'activité de recyclage de matériaux de batteries dans le grand parc industriel de Harjavalta.

Fermeture des usines de papier de Stora Enso. La société va fermer ses usines de papier à Kemi (Finlande) et Kvarnsveden (Suède). Les fermetures auront lieu dès juillet-septembre 2021 et toucheraient directement 670 personnes en Finlande et 440 en Suède et des milliers d'emplois indirectement. Les fermetures réduiront la production de papier de l'entreprise de 35% et la part du papier dans ses ventes nettes passera de moins de 20% l'an dernier à seulement 10%. Stora Enso se concentrera sur la production de carton (dont la demande est en forte croissance mondiale grâce aux commandes en ligne), de cellulose, de solutions

de construction ainsi que sur les innovations en biomatériaux.

Islande

Déclaration finale du FMI sur les perspectives économiques. Fortement orientée sur l'endiguement des conséquences économiques de la crise sanitaire, la déclaration finale du 19 avril dernier fait état d'une situation moins catastrophique que prévue pour l'Islande. La continuité des politiques structurelles actuelles, couplée avec le contrôle de l'épidémie, permet d'espérer de meilleures perspectives pour l'économie du pays, malgré la chute du tourisme. Le rapport est d'ailleurs assez critique sur la place jugée trop importante de ce secteur, qui crée une dépendance risquée de l'économie islandaise.

Le Conseil budgétaire très critique sur le plan fiscal 2023-2025. Le ministre de l'Économie et des Finances islandais a présenté, fin mars, un projet fiscal accentuant les mesures d'austérité dans le cas où les prévisions de croissance seraient inférieures aux prévisions actuelles. Le Conseil budgétaire s'est dit sceptique quant à l'efficacité de ces mesures visant à rétablir la stabilité fiscale du pays en seulement trois ans.

La Banque Centrale souhaite une restructuration des entreprises du tourisme. À l'approche de la fin de la crise sanitaire, la Banque Centrale islandaise entend anticiper les remboursements des prêts contractés par les entreprises du tourisme. En effet, ce secteur s'est particulièrement endetté auprès des banques nationales depuis un an. Les problèmes de paiement du secteur touristique pourraient donner lieu à des problèmes d'endettement globaux et menacer la stabilité financière du pays.

La vente partielle d'Islandsbanki espérée pour juin 2021.

Le ministre des Finances a chargé l'Icelandic State Financial Investments (ISFI), en décembre dernier, d'assurer la vente partielle de la banque publique. La bonne avancée des préparatifs, notamment sur l'engagement de groupes de consultants depuis début mars, permet d'espérer la vente de 25 à 35% des parts d'Islandsbanki pour juin prochain.

Dissolution de WOW Air : le Bureau national d'audit tacle l'Autorité islandaise des Transports.

Dans son rapport de mars 2021, le Bureau d'audit mandaté par le Gouvernement islandais pour enquêter sur la dissolution de la compagnie aérienne low cost, pointe du doigt l'orientation prise par l'Autorité en charge des transports. Celle-ci aurait privilégié les intérêts fiscaux et commerciaux de WOW Air, au détriment d'une supervision réelle. Néanmoins, il a rejeté toute contestation de la légalité de l'aide d'État attribuée à l'entreprise publique Isavia, auprès de laquelle WOW avait contracté un prêt.

Norvège

Le Fonds pétrolier investit pour la première fois dans des infrastructures.

Il s'agit du parc éolien offshore Borsele 1&2 au large des Pays-Bas, dont le Fonds est désormais propriétaire de 50% des parts, pour une valeur de 1375 M€ (13,9 Mds NOK). Ce montant représente 0,1% de la valeur totale du fonds souverain, et reste bien au-dessous du plafond pour des investissements dans des infrastructures (1,2% maximum de la valeur du Fonds).

Des revenus pétroliers au plus bas depuis 1999.

En 2020, l'État norvégien a perçu 107 Mds NOK (10,6 Mds€) de revenus pétroliers, contre 250 Mds NOK (25 Mds€) en 2019. Ce chiffre, qui n'a jamais été aussi bas en 22 ans,

s'explique par la crise économique internationale et des cours du pétrole bas (43 dollars/baril en 2020 contre 64 dollars en 2019). L'État norvégien bénéficie de quatre types de revenus sur les hydrocarbures : impôt sur les compagnies pétrolières, recettes des entreprises publiques, taxes, dividendes d'Equinor.

Transition énergétique au Svalbard.

Le forum pour les dirigeants climatiques du secteur privé, Skift Norge, souhaite faire du Svalbard un laboratoire de test pour les nouvelles technologies environnementales, en imposant un système d'énergie 100% renouvelable sur l'archipel. « *Maintenant que l'approvisionnement énergétique doit être remplacé, nous pouvons faire du Svalbard une arène d'essai qui peut stimuler le développement technologique, qui pourrait être exporté vers d'autres communautés insulaires* », déclare Skift Norge. L'entreprise publique Store Norske, gestionnaire historique des mines du Svalbard, est favorable à cette idée, en particulier avec l'énergie solaire, les éoliennes et les batteries.

Nombre record d'actionnaires.

Selon les chiffres de Aksje Norge et d'Euronext, 514 000 particuliers en Norvège sont actionnaires à la Bourse d'Oslo. C'est la première fois de l'histoire que ce chiffre dépasse le demi-million de personnes, explique Aksje Norge. Depuis le début de l'année, 38 000 nouveaux actionnaires ont été enregistrés, dont 39% ont moins de 30 ans et 47% moins de 40 ans. Par ailleurs, 40% des actionnaires n'ont investi que dans une entreprise. Les actions du groupe public Equinor, de la compagnie aérienne Norwegian ainsi que d'Aker Horizon sont particulièrement recherchées.

Norwegian.

Avec la validation de son plan de relance par la justice irlandaise et norvégienne, la compagnie aérienne Norwegian a annoncé une augmentation de l'objectif de levée de capitaux de 5 à 6 Mds NOK (500 à 600 M€). La direction explique cette hausse par la lente réouverture de la société après la pandémie, notamment en raison des retards de vaccins, mais aussi pour mieux se positionner face à ses nouveaux

concurrents sur le marché domestique, la compagnie norvégienne Flynr (premier vol prévu en juin) et la compagnie hongroise Wizz Air. Norwegian envisage notamment d'obtenir 1,875 Md NOK (187 M€) par des prêts hybrides, avec une participation de l'Etat de 1,5 Md NOK (150 M€) et environ 2,9 Mds NOK (290 M€) injectés par des investisseurs. Cependant, conclut le journal économique DN, même si Norwegian réussit à recueillir le capital prévu, il manquera toujours 900 M NOK (90 M€) pour atteindre l'objectif de 6 Mds NOK (6 M€).

Bergen Engines. La Première ministre Erna Solberg est entendue au Storting cette semaine sur l'affaire Bergen Engines. Elle devra notamment répondre aux questions de l'opposition sur les délais de réaction de l'exécutif quant à l'interruption de la vente de Bergen Engines à une entreprise russe. Suite à cette affaire et à la longue enquête d'Aftenposten sur les investissements chinois dans le royaume, le Parti du centre demande désormais la création d'un registre des investissements étrangers en Norvège. Interrogé par Aftenposten, le ministère de la Justice indique que le Bureau central des statistiques (SSB) réfléchit actuellement à cette question, et que l'Autorité nationale de sécurité (NSM) publiera un bilan des investissements étrangers dans chaque secteur dans ses futurs rapports annuels.

Suède

Brexit : le Royaume-Uni ne fait plus partie des principaux pays fournisseurs de la Suède. L'impact du Brexit sur les échanges commerciaux (biens) entre la Suède et le Royaume-Uni fut immédiat et brutal, avec une baisse des importations de 56% en janvier 2021 (2 630 M SEK, soit 263 M€) par rapport à la même période en 2020 (5 957 M SEK, soit 596 M€). Le Royaume-Uni, qui fait traditionnellement partie des 5 principaux pays fournisseurs de la Suède, se trouve soudainement rétrogradé à la 12^{ème} place, avec

une part de marché limitée à 2,4%. Ce niveau est comparable à celui de l'Espagne et en-dessous du niveau de la France (dont la part de marché atteint environ 4%).

L'aide publique au développement en 2021 correspond toujours à 1% du RNB. La Suède reste parmi les pays les plus généreux en matière d'APD avec un budget qui représente 1% du Revenu national brut (RNB) en 2021, soit un chiffre nettement au-dessus de l'objectif du millénaire pour le développement de 0,7 % du RNB fixé par les Nations Unies. Les moyens alloués pour 2021 sont, selon le dernier PLF, de 52,3 Mds SEK (5,23 Mds€), dont 46,8 Mds (4,68 Mds€) pour la coopération internationale (mesures multilatérales et bilatérales, gérées par l'agence ASDI et par le MAE suédois). La somme restante est destinée à d'autres programmes budgétaires pour l'accueil des demandeurs d'asile qui arrivent ou qui sont déjà en Suède.

Le gouvernement suédois a réitéré son intention de mener à bien le projet de Ligne à Grande Vitesse (LGV) qui reliera les trois aires urbaines de Stockholm, Göteborg et Malmö. La LGV suédoise, dont la concrétisation fait l'objet de fortes spéculations depuis deux ans est inscrite dans le nouveau projet de loi infrastructures, présenté le 16 avril. Le gouvernement choisit d'intégrer la LGV au nouveau plan national d'infrastructures et écarte définitivement l'hypothèse d'une entité juridique dédiée qui permettrait un financement par emprunt. Le tracé, le nombre de gares desservies et le coût total du projet restent à ce jour inconnus. Une étude de l'agence des transports Trafikverket en février 2021 avait dressé plusieurs scénarios de construction, associés à des budgets allant de 20 à 30 Mds€. Une nouvelle étude, comprenant une proposition finale détaillée, est commandée à l'agence pour 2022.

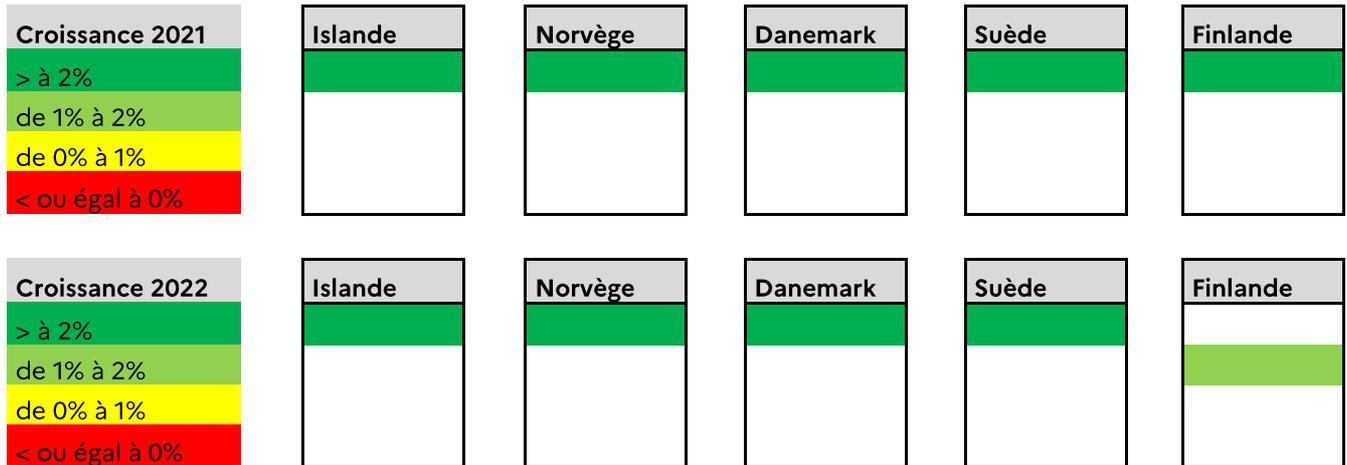
Le gouvernement suédois ne vendra pas l'opérateur historique Telia, en dépit des injonctions de la majorité du

Parlement, qui invite l'Etat à réduire sa participation (aujourd'hui de 39,5%). Le gouvernement invoque la préservation de la sécurité nationale, après une enquête des forces armées. Une division de Telia avait été envisagée par le comité des affaires du Parlement. L'Etat aurait ainsi conservé les infrastructures stratégiques, en permettant la privatisation de certaines activités de Telia, dont son aspect médiatique développé depuis le rachat de Bonnier Broadcasting en 2019. Cette hypothèse a elle aussi été définitivement écartée par le ministre des Infrastructures, Tomas Eneroth.

Le groupe lyonnais WP Media repris par group.ONE. WP Media, spécialiste de l'optimisation des performances des contenus de sites web basé dans le bassin lyonnais, a été racheté par le suédois group.ONE (One.com Group AB avec un siège à Malmö). WP Media restera un label indépendant sous group.ONE et conservera tous ses effectifs. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé à ce stade.

Tiffany ouvre une boutique dans le triangle d'or de Stockholm et renforce la présence des marques de l'industrie du luxe sous pavillon français. Le joaillier Tiffany, racheté l'hiver dernier par le conglomérat de luxe français LVMH, ouvre une boutique dans le triangle d'or de Stockholm (Stureplan – Biblioteksgatan – Birgerjarlsgatan - Norrmalmstorg) et devient voisin de Louis Vuitton. Dans ce quartier de l'hypercentre, on trouve des boutiques Chanel et Cartier, mais également Gucci (qui appartient à Kering, le concurrent français de LVMH) et les enseignes de prêt-à-porter Zadig & Voltaire et Sandro. À deux pas, dans la galerie exclusive Nordiska Kompaniet (NK), Hermès a récemment ouvert un flagship store. On y trouve aussi des boutiques Isabel Marant et Saint Laurent. Stockholm est ainsi devenue en quelques années la métropole du luxe français en zone nordique. Le pouvoir d'achat élevé et le flux croissant de touristes asiatiques et russes sont à l'origine de l'intérêt des entreprises du luxe pour Stockholm.

Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
PIB										
Gouvernement	2,8	3,1	2,5	2,0	4,4	-	3,2	3,8	3,9	3,1
Banque centrale	1,4	-	2,6	2,7	3,8	3,4	3,0	3,9	2,5	5,1
Institut stat./conj****	1,4	-	3,0	2,4	4,4	3,7	3,2	3,5	3,9	3,1
Commission*	2,9	3,6	2,8	2,0	2,8	-	2,7	4,0	3,1	-
FMI**	3,5	2,5	3,6	2,0	3,9	4	3,5	2,9	4,1	2,7
OCDE***	1,8	2,5	1,5	1,8	3,2	1,6	3,3	3,3	3,0	3,2
SEB (02/2021)	3,0	4,5	2,8	2,5	3,4	2,8	2,8	4,8	-	-
Nordea (01/2021)	2,5	3,5	3,0	2,0	2,7	4,3	4,0	3,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	2,3	3,4	2,2	2,8	3,7	3,4	3,4	2,6	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2021)

** World Economic Outlook (octobre 2020)

*** Perspectives économiques (décembre 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Déficit public										
Gouvernement	-1,3	-1,5	-5,2	-3,3	-2,9	-	-4,5	-1,0	-9,7	-7,3
Commission*	-2,5	-1,9	-4,8	-3,4	7,8	-	-2,5	-1,4	-9,2	-
FMI**	-3,0	-1,5	-4,1	-2,6	2,0	4,1	-2,0	-1,5	-7,0	-5,9
OCDE***	-2,9	-1,8	-5,1	-3,7	1,8	2,2	-3,8	-2,3	-13,0	-11,2

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Dette publique										
Gouvernement	40,9	41,5	71,4	72,5	-	-	39,9	37,0	57,5	62,2
Commission*	41,1	40,9	71,8	72,5	43,7	-	40,5	40,3	67,3	-
FMI**	39,3	42,6	68,6	69,1	40,0	40,0	41,7	41,4	52,5	52,7
OCDE***	40,1	40,9	68,5	72,3	-	-	38,3	38,5	90,1	-

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Autres										
Inflation (IPCH)*	1,2	1,3	1,2	1,2	1,8	-	1,3	1,1	2,8	-
Cons. privée*	4,7	2,6	3,5	3,9	3,9	-	3,4	3,6	2,9	-
Chômage (BIT)*	5,8	5,5	7,7	7,4	4,8	-	9,2	8,1	9,5	-

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission

** *World Economic Outlook* (octobre 2020)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

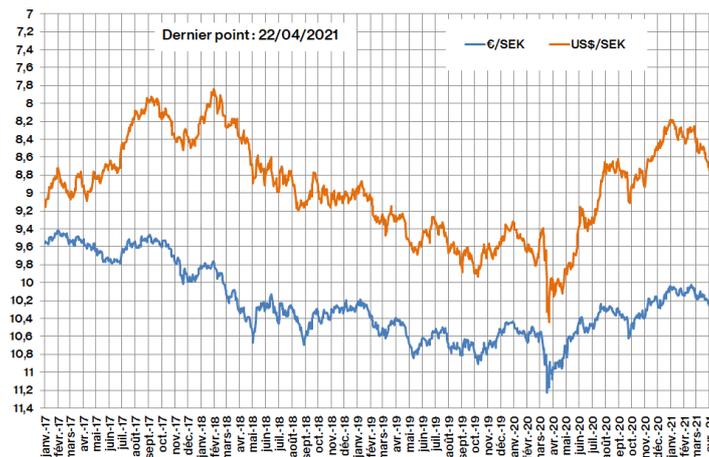
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

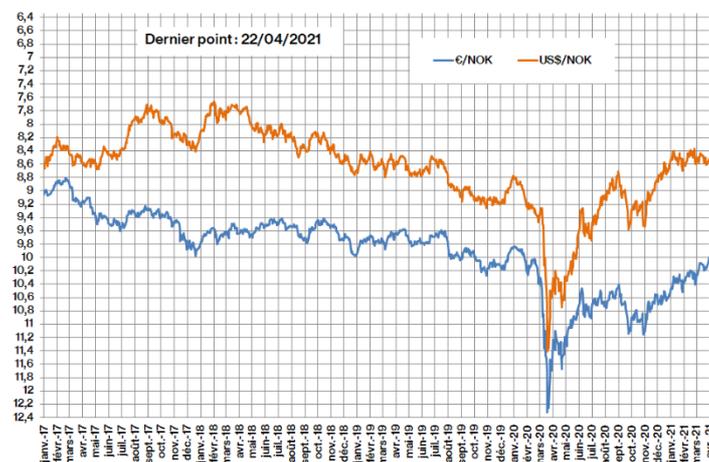
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international